

Le Burundais Nibigira portera la tête de la commission de la CEEAC

RFI, 08/09/2025 Les États d'Afrique centrale nomment un président burundais à la tête de la commission de la CEEAC. La commission de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale a un nouveau président. Réunis ce dimanche 7 septembre à Sipopo, en Guinée équatoriale, les chefs d'États de la CEEAC ont porté à ce poste l'ambassadeur et ex-chef de la diplomatie de son pays, Nibigira. Il dirigera l'exécutif de l'organisation pendant les cinq prochaines années. Il succède à l'Angolais Gilberto Verissimo, dont la gestion a été très décriée. C'est le résultat majeur, ce 7 septembre, du sommet de la CEEAC, la commission de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale : le changement à la tête de la Commission de cette organisation. Docteur en administration des affaires et finances, Nibigira est une figure de premier plan du parti présidentiel burundais CNDD-FDD, le Conseil national pour la défense de la démocratie-Forces de défense de la démocratie. Il a occupé des postes de premier plan depuis plus de vingt ans : président de la ligue des jeunes de son parti, député, ambassadeur au Kenya, ministre des Affaires étrangères, puis ministre chargé de l'EAC, la Communauté d'Afrique de l'Est, jusqu'en juillet dernier. Une lourde tâche en perspective. Tout juste élu député, il prend désormais la direction de la Commission pour un mandat de cinq ans. Les chefs d'État lui ont immédiatement fait prêter serment. Mais sa mission s'annonce lourde. Il devra restaurer la crédibilité d'une Commission critiquée notamment pour sa gestion, poursuivre le processus de réforme institutionnelle lancé en 2015 et, surtout, suivre de près la situation sécuritaire dans la région, en particulier l'est de la République démocratique du Congo. Une tâche délicate, alors que son pays, le Burundi, allié de la RDC entretient des relations tendues avec le Rwanda. Kigali a d'ailleurs quitté la CEEAC en accusant l'organisation d'être alignée sur Kinshasa. Au cours du sommet de ce 7 septembre, les dirigeants ont reçu un rapport sécuritaire et humanitaire sur la crise dans l'est de la RDC où plusieurs territoires restent occupés par un groupe armé soutenu, disent-ils, de l'extérieur.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});